

Témoignages

JOURNAL FONDÉ EN 1944 PAR LE DR RAYMOND VERGÈS

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N°21071 - 78ÈME ANNÉE

MARCHE CONTRE LA VIE CHÈRE ET L'INACTION CLIMATIQUE LE 16 OCTOBRE

Une "marche contre la vie chère et l'inaction climatique" est organisée, à l'initiative de la Nupes et soutenue par plusieurs organisations syndicales.



En France, la Nupes (France insoumise, Parti socialiste, EELV) et d'autres organisations politiques et associatives, seront dans la rue. "Cette initiative nationale s'inscrit dans la continuité des mobilisations engagées par les syndicats et associations, dont les journées nationales d'action des 22 et 29 septembre et la mobilisation climat du 23 septembre", ont précisé les organisateurs.

Plusieurs revendications sur la table : hausse des salaires, blocage des prix de l'énergie et

des produits de première nécessité, taxe immédiate sur les super-profits, investissement "massif" pour une "bifurcation écologique" ou encore retraite à 60 ans.

Les syndicats avaient indiqué qu'ils ne feraient pas partie de l'appel, car "la démarche nous paraît un peu trop verrouillée et nous ne voulons pas être embarqués sur des champs qui ne seraient pas syndicaux", avait expliqué Solidaires.

Une quinzaine de formations politiques seront présentes, sous l'égide du chef de file insoumis Jean-Luc Mélenchon. Alors qu'il ne souhaitait pas participer pour laisser la place aux syndicats, le PCF a annoncé sa participation.

Parmi les autres formations politiques présentes : Ensemble !, Gauche Démocratique et sociale (GDS), Gauche Écosocialiste, Génération·s, Nouveau Parti Anticapitaliste (NPA), Nouvelle Donne, Parti de gauche (PG), Parti ouvrier indépendant (POI), Place publique, Pour une Écologie Populaire et Sociale (PEPS), Révolution Écologique pour le Vivant (REV).

Des organisations de jeunesse ont aussi décidé de se mobiliser, telles que L'Alternative, Campus Nouvelle Donne, FIDL, Jeunes insoumis-es, Jeunes écologistes,

Jeunes Génération-s, Jeunes socialistes, La Jeune Garde, Jeunes du POI, NPA Jeunes 75, PEPS Jeunes, Place Publique Jeunes, Voix Lycéenne.

Plusieurs centaines de militants syndicaux ont annoncé leur soutien à la manifestation, en signant un appel à lutter contre la politique du gouvernement. Parmi eux, la secrétaire confédérale de la CGT, Céline Verzeletti.

Enfin plus d'une vingtaine d'associations, allant d'Attac à la Fondation Copernic ou encore la Marche des solidarités. "*La violence des attaques du gouvernement appelle une riposte commune et prolongée*", ont-elles annoncé.

Parmi les absents, les syndicats. Car "*nous nous concentrons sur le processus de mobilisation en cours au mois de septembre*", c'est-à-dire les appels à la grève sur les lieux de travail et la mobilisation du 29 septembre, a expliqué la secrétaire confédérale de la CGT Céline Verzeletti au micro de franceinfo.

Le secrétaire général du syndicat, Philippe Martinez, avait aussi fait part de ses réserves sur la marche en raison des mobilisations prévues depuis longtemps en septembre. "*Nous voulons des mots d'ordre clairs*", avait-il déclaré le 22 septembre sur LCI. "*Il faut des mots d'ordre plus offensifs. Nous, nous parlons d'augmentation des salaires.*" La CGT prépare désormais une grève interprofessionnelle, le mardi 18 octobre.

Le secrétaire général de la CFDT, Laurent Berger, a souligné sur France Inter qu'il ne participera pas à la marche, car "*ce n'est pas mon combat*", c'est "*un combat politique*". "*Nous, on est récupérable par personne*", a-t-il résumé.

Ce refus de participer de la part des principaux syndicats a entraîné le désistement de plusieurs chefs de file, dont Fabien Roussel (PCF), Yannick Jadot (EELV), et d'autres caciques de la politique.

L'appel à la marche du 16 octobre 2022 Vie chère, urgence climatique, retraites : mobilisons-nous !

Les prix explosent et les fins de mois sont de plus en plus difficiles. Mais le pouvoir macroniste refuse d'augmenter les salaires, de geler les loyers ou de bloquer les prix face à la vie chère.

Pire encore, il prévoit de nouvelles attaques contre le régime des retraites et l'assurance-chômage et organise la destruction des services publics, notamment ceux de l'éducation et de la santé.

La planète brûle et l'eau manque. Mais le gouvernement, déjà condamné pour inaction environnementale, poursuit une politique antiécologique qui met en danger l'avenir même de notre écosystème. Il y a urgence à agir pour planifier la transition indispensable face à l'urgence climatique pour en finir avec notre dépendance aux énergies fossiles et aux fluctuations des prix du gaz et du pétrole.

Pendant que le peuple subit et que la planète souffre, Macron protège ses amis les plus fortunés : quelques superprofiteurs continuent à engranger. Les dividendes versés aux actionnaires ont atteint cette année un record historique. Les hyper riches peuvent toujours profiter de leurs jets et yachts super-polluants : les restrictions ne les concernent jamais. La taxe sur les superprofits, pourtant mise en place dans de nombreux pays d'Europe, n'est toujours pas à l'ordre du jour !

Cette situation ne peut plus durer. Nous lançons un appel à une grande marche contre la vie chère et l'inaction climatique à Paris le dimanche 16 octobre, précédée par des initiatives symboliques le samedi 15 octobre.

Cette initiative nationale s'inscrira dans la continuité des mobilisations engagées par les syndicats et associations, dont les journées nationales d'action des 22 et 29 septembre et la mobilisation climat du 23 septembre.

Nous proposons à l'ensemble des organisations syndicales, associatives, politiques et aux collectifs de citoyens qui partagent ces revendications de construire avec nous cette initiative commune.

<https://marche16octobre.fr/>

DROITE ET GAUCHE SEPTIQUES FACE AU DÉBAT D'ÉLISABETH BORNE SUR LES RETRAITES

Droite et gauche sont divisées sur la réforme des retraites proposée par l'exécutif à la suite de leurs discussions avec Élisabeth Borne qui a reçu le 13 octobre les chefs des groupes parlementaires, sur fond de tensions sociales.



A l'ouverture des rencontres, qui se tiennent jusqu'au 17 octobre, le chef de file des sénateurs LR, Bruno Retailleau, a dit à la Première ministre souhaiter une réforme, mais que "ce n'était pas une question comptable" et qu'il fallait "garantir le pouvoir d'achat de nos aînés".

"On n'a pas de problème majeur sur le critère de l'âge", mais "ce n'est pas le seul" élément à regarder, a indiqué la député LR à l'Assemblée, Olivier Marleix. Ce dernier a mis en exergue la pénibilité, les fins de carrière ou encore les régimes spéciaux.

"Une réforme des retraites, ce n'est pas une guerre contre les Français. La Première ministre doit montrer qu'elle ne fait pas cette réforme pour les marchés financiers, pour faire plaisir à l'UE, mais que c'est une réforme utile", a-t-il souligné.

Les Républicains sont donc favorables à un allongement de l'âge de départ "progressivement jusqu'à 64 ans", alors que le gouvernement

veut un report de l'âge de départ de quatre mois par an, pour aboutir à 65 ans en 2031.

A l'inverse, le chef de file des députés communistes André Chassaigne a assuré être "vent debout" contre cette réforme qui aura, selon lui, des conséquences "pour les plus modestes, les plus pauvres, pour ceux qui arrivent déjà cassés à l'âge de la retraite".

Le gouvernement veut "aller au bout" de cette réforme mais "de façon plus soft" que la réforme proposée lors du premier quinquennat, et mise de côté pour cause de Covid-19, a-t-il noté.

Pour le député Fabien Roussel, ancien candidat PCF à la présidentielle, il faut l'organisation d'"un référendum projet contre projet". Ce dernier a expliqué sur le plateau de BFMTV fin septembre qu'"on peut avoir deux projets de réforme de retraite. Celui de la droite, des libéraux, de Macron. Ils sont tous d'accord : allonger l'âge de départ à la retraite. Celui de la gauche qui dit qu'il est possible de construire une retraite dès 60 ans".

Le secrétaire national du PCF souhaite un débat "dans les entreprises, sur les lieux de travail, dans les facultés" sur un sujet "aussi important". Il demande également de réaliser une réforme "progressiste" des retraites, avec comme objectif d'augmenter les pensions et d'établir l'âge de départ à 60 ans pour créer un million d'emplois pour les jeunes.

Comme le PCF, la patronne des députés EELV Cyrielle Chatelain a "acté (ses) désaccords" avec la Première ministre, jugeant "inacceptable" un recul de l'âge de départ à la retraite.

Le sénateur EELV, Guillaume Gontard, a salué ces concertations, qui sont "un gain" par rapport aux intentions initiales de l'exécutif de faire

passer sa réforme dans un amendement au Projet de loi de financement de la sécurité sociale (PLFSS). Cette démarche a déplu également au MoDem de François Bayrou, l'un des alliés du président, qui a appelé le gouvernement à éviter *"le passage en force"*.

Le député Bertrand Panher pour le groupe Liot (Libertés, Indépendants, Outre-mer et Territoires) a demandé qu'on *"prenne le temps"* et que les petites pensions et l'emploi des seniors soient *"traités complètement"* pour rendre la réforme *"acceptable"*.

Pour Claude Malhuret, le sénateur d'Horizons Le parti d'Edouard Philippe, a dit pour le groupe Les indépendants, *"partager le constat"* et les *"solutions"* du gouvernement sur la réforme.

Elizabeth Borne était accompagnée du ministre du Travail, Olivier Dussopt, qui mène parallèlement des discussions avec les organisations syndicales et patronales, et du ministre des Relations avec le Parlement, Franck Riester.

De son côté, La France insoumise n'a pas l'intention de négocier avec le gouvernement sur la réforme des retraites. D'ailleurs, la patronne des députés, Mathilde Panot, a appelé *"tous ceux qui luttent contre cette réforme des retraites"* à participer à la *"marche contre la vie chère et l'inaction climatique"*, dimanche 16 octobre.

Selon elle, le recul de l'âge de départ à la retraite est *"une condition non négociable"*, a-t-elle tranché. Les partis de gauche, plusieurs ONG et syndicalistes vont défiler le 16 octobre à Paris dans une *"marche contre la vie chère et l'inaction climatique"*.

De leur côté, la CGT, FO, Solidaires, la FSU et les organisations de jeunesse Fidl, Unef, MNL et la Vie lycéenne appellent à une journée de grève et de manifestations interprofessionnelles le 18 octobre.

LE CHANGEMENT CLIMATIQUE ET LA POLLUTION DE L'AIR TUENT "À GRANDE ÉCHELLE"

Lors de sa conférence à Londres le 13 octobre, le professeur Nicholas Stern a tenu à alerter des conséquences dramatiques du changement climatique.

Le changement climatique et la pollution de l'air tuent déjà *"à grande échelle"* a dénoncé l'auteur d'un célèbre Rapport précurseur sur la sévérité du réchauffement, publié il y a plus de 15 ans.

Ce rapport Stern sur l'économie du changement climatique est un compte rendu détaillé sur l'effet du changement climatique et du réchauffement global sur la planète adressé au gouvernement du Royaume-Uni.

Publié le 30 octobre 2006, ce rapport de plus de 700 pages est le premier rapport financé par un gouvernement sur le réchauffement climatique mené par un économiste et non par un climatologue. Décrit pour son alarmisme, l'économiste a annoncé avoir sous-estimé l'ampleur des changements climatiques, deux ans après sa publication.

Nicholas Stern a averti qu'une élévation de 3 à 4 degrés de la température planétaire, *"de l'ordre du possible"*, serait *"dévastatrice"* et provoquerait des températures *"extrêmes"* voire *"meurtrières"* dans des zones très peuplées du monde.

Cette situation conduirait au déplacement ou à la mort de centaines de millions de personnes. *"Nous tuons les gens à grande échelle"* avec *"la pollution de l'air"*, entre autres, a noté Nicholas Stern, lors de la conférence Energy Intelligence Forum.

"Nous n'avons pas vu une élévation de 3 degrés depuis 3 millions d'années, bien avant l'apparition des homo sapiens", a déclaré le professeur de la London School of Economics, devant une salle pleine de cadres d'entreprises énergétiques.

De fait, un réchauffement de ce niveau pourrait entraîner une hausse du niveau de la mer de 10 à 20 mètres et bouleverser la vie côtière avec des effets économiques et sociaux extrêmes.

"Nous ne savons pas à quel point nous sommes proches de l'effondrement du système de l'Amazonie, de la fonte du permafrost, qui diffuserait d'énormes quantités de méthane, un puissant gaz à effet de serre, ou de la fonte de la glace de l'Antarctique, a souligné Nicholas Stern.

Il a estimé que son Rapport de 2006 n'était pas si alarmiste que ses détracteurs l'assuraient. *"Cette transition dans laquelle nous sommes tous*

embarqués est l'histoire de la croissance du XXI^e siècle. Il y aura des dislocations et nous devons aussi créer des occasions", a-t-il assuré. Ce processus est "extrêmement attrayant" pour les acteurs économiques mais tous vont devoir "investir beaucoup". Lors de cette conférence, Graham Weale, professeur d'économie énergétique à l'université Bochum de la Ruhr, en Allemagne, a expliqué que la transition énergétique dans ce pays

avait été largement éclipsée par les préoccupations d'accès à l'énergie depuis le début de la guerre en Ukraine. L'Allemagne "comptait sur le gaz bon marché de Russie, qui a disparu presque du jour au lendemain" et se "bat à présent pour chaque mètre cube de gaz". Berlin "n'a pas la capacité de planifier sa décarbonation tout en luttant pour sa survie", selon lui.



MI OI KAPITALISLM RÉNYONÉ BIEN FAYE, BIEN SHÉTIF, ANTOULÉKA, SAN LÉ ZARM K'I FO POU DÉFANDE IN PATRIOTISM ÉKONOIK.

Mézami, mi panss zot i koné sak i apèl lakimilassyon lo kapital. Sa sé in n'afèr k'i fé par lésploittassyon bande travayèr, in katégori lé kapab transform in produi dann in n'ote , fé rogoumante son valèr an tan ké marshandiz a kondission k'i pèye son fors travaye.

Finalman bande travayèr zot toussèl lé kapab mète la plu-value avèk bande produi Anfin dann sistème kapitalist sa i fé toulézour , toute lé nuite, an distans si tèlman ké ni aprande tèl kapitalist, li toussèl, i brass pliss larzan k'in péi moiyin. Ni sava pa anparl de sa, mé ni pé anparl bande kapitalist rényoné .Noute toute téi koné zot nom, noute toute téi koné koman banna téi brass larzan épi téi ésploite bande travayèr. Nou téi apèl sa bande blan, sansa bande gro.

Zot l'avé lo pouvoir ékonomik, pouvoir larzan, épi mèm lo pouvoir politik.Ziskatan ké bande kapitalist La Rényon – bourzoizi rényonèz-la désside alé fé fortune in n'ot koté mé la pèrde dé plime ofiramézir. Si tèlman ké kan in lantropriz lé an difikilté, i baz pi dsu kapitalist rényoné pou romète bande lantropriz a flo mé i baz dsu bande kapitalist déor. Mi antande dir Air austral sar sové par lo kapitalism lokal épi bande pouvoir piblik mé pétète in zour, lo gro manzan lo pti, gouvèrnman franssé édan,nou nora pétète in sirpriz, mé alon pa fé shante poul san k'zot i ponde pou linstan.. Mé la pa toussa : na poin lontan score la débarass lo planshé é carrefour épi Leclerc la pran lo

méyèr par d'lo gato. Nou la vi bande nouvo magazin bande carrefour markét épi run markète..Mé sète-la néna zordi lo plon dann zèl é li lé ziss bon pou abandone la parti.

Mé kissa i sava ropwann son plass, in paké magazin, in kantité travayèr k'i aprann sa toudinkou san gingn oir klèr dsu zot l'avnir... In foi ankor i apèl o sokour bande kapitalist La Rényon, mé so kou issi, i diré banna i vé pa tro bouzé, Sak i bouz sé in lantropriz morisienne bien instalé La Rényon, Maurice, Madégaskar, l'Afrique do l'est. In konsortium i anploiyé déza 24000 pèrsone, in rokin si ni vé done ali lo nom in poisson. Alon paf é la bou avan la plui, alon oir sinploman, pars lo gro i manze lo pti. sa ni koné. Pétète in pli gro va manz ali son tour. Do boute guète, nou va bien oir.

An atandan kan mi rogarde kapitalism rényoné mi oi ali bien amégri, bien faye é avèk in mank rossor romarkab.

A bon ékoutèr, salu.

Justin

Témoignages

JOURNAL FONDÉ EN 1944 PAR LE DR. RAYMOND VERGÈS

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergès

71^{ème} année

Directeur de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau; 1947-1957: Raymond Vergès;

1957-1964: Paul Vergès; 1964-1974: Bruny Payet; 1974-1977:

Jean SImon Mounoussany Amourdom; 1977-1991: Jacques

Sarpédon; 1991-2008: Jean-Marcel Courteaud; 2008-2015:

Jean-Max Hoarau; 2015: Ginette Sinapin

6 rue du général Emile Rollad

B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

Tél.: 0262 55 21 21 - Email : redaction@temoignages.re

Site Web: www.temoignages.re

Tél : 02 62 55 21 21

Publicité: publicite@temoignages.re

CPPAP: 0916Y92433